

lundi, 04 mai 2015 10:21

Les régimes arabes du golfe Persique se tournent vers la France



IRIB-Le président français effectue une tournée dans les pays arabes du sud du golfe Persique afin de recevoir sa récompense pour sa politique au Moyen-Orient, politique qui a coûté pourtant trop cher à Paris.

Mardi, le président français, François Hollande sera le premier leader occidental à participer à titre d'invité d'honneur au sommet des pays membres du Conseil de coopération du golfe Persique. La tournée du président François Hollande dans la région est effectuée alors que l'Arabie saoudite continue son agression militaire contre le Yémen. Il s'agit du dernier pas pris par la France pour consolider ses relations avec les monarchies pétrolières du sud du golfe Persique. Ces pays ont tous des régimes despotiques et non-démocratiques, et leur comportement va diamétralement à l'encontre des valeurs établies dans les pays occidentaux. Mais leurs pétrodollars attirent l'attention du gouvernement socialiste de François Hollande qui souffre d'un très large déficit tant sur le plan économique que son cote de popularité à l'intérieur de la France. En même temps, Paris souhaite pouvoir s'attribuer une part importante de ce qui appartenait traditionnellement aux Etats-Unis, en essayant de profiter de la baisse du niveau de la coopération entre Washington et les pays arabes du sud du golfe Persique qui sont de plus en plus méfiants des politiques moyen-orientales de la Maison Blanche.

La tournée du président Hollande s'effectue une semaine avant la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du Conseil de Coopération du golfe Persique (CCGP) à Camp David avec le président des Etats-Unis Barack Obama. C'est pourquoi certains analystes spéculent que Paris souhaite prendre en quelque sorte la place des Etats-Unis dans les pays membres du CCGP. Cette semaine, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, accompagnent Hollande dans sa journée régionale. Leur présence indique que Paris veut réactiver sa politique et sa présence militaire dans cette partie du monde arabe. En même temps, la France essaie de profiter aussi des rivalités qui existent parmi les pays arabes du sud du golfe Persique. C'est pourquoi Hollande et ses ministres se rendront aussi au Qatar,

pays qui est le soutien numéro un des Frères musulmans. Mais le président français se rendra aussi en Arabie saoudite pour y participer au sommet du CCGP. Or, l'Arabie saoudite s'oppose aux politiques du Qatar et considère les Frères musulmans comme une source de menace pour sa sécurité intérieure.

Pendant des années, la France avait du mal à trouver des clients potentiels pour ses avions de combat Rafale. Maintenant, Paris essaie de profiter des politiques anti-iraniennes de l'Occident et de certains régimes du Moyen-Orient, pour trouver des clients pour ses Rafale. Le soutien que Paris a offert à toutes les politiques de l'Arabie saoudite permet maintenant à Paris de trouver de bons clients pour ses avions de combat. Lundi, Hollande et les autorités qataries signent un contrat de 7.8 milliards de dollars pour la vente de 24 Rafale à ce petite pétromonarchie du sud du golfe Persique. Hollande qui souffre de la baisse de sa cote de popularité à l'intérieur, essaie de faire de ce contrat un élément de relance économique pour regagner la confiance perdue des Français. En février 2015, la France avait conclu un autre contrat de vente de Rafale avec le gouvernement égyptien qui est l'ennemi principal des Frères musulmans.

Les Emirats arabes unis annoncent aussi qu'ils sont en train d'étudier la possibilité d'acheter les Rafale français. Le ministre français des Affaires étrangères a annoncé que les négociations avec Abu-Dhabi avancent dans une bonne direction.

Pour les médias occidentaux, les politiques de la France dans la région du Moyen-Orient est l'élément principal de l'intérêt que les pays arabes du sud du golfe Persique expriment aujourd'hui pour développer leur coopération avec Paris, notamment en matière d'achat d'armements français. Selon l'agence Associated Press, tandis que les Etats-Unis ont réduit considérablement leur dépendance du pétrole des pays du golfe Persique, la France trouve l'occasion de jouer le rôle d'un acteur majeur dans cette région. Cela explique aussi le soutien de Paris à l'agression militaire saoudienne contre le Yémen, la participation de l'aviation française aux raids contre les positions des terroristes de Daesh, et la prise d'une position intransigeante dans le processus du dialogue nucléaire entre l'Iran et les 5+1. Et tout cela pour plaire aux dirigeants de l'Arabie saoudite et à leurs alliés au sein du CCGP.

Même en ce qui concerne la Syrie, la France prend une position plus radicale par rapport à celle des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

Mais quand Paris soutenait l'idée d'une intervention militaire, même unilatérale, contre le gouvernement du président syrien Bachar al-Assad, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont changé de position et ont renoncé à l'idée d'une guerre frontale contre Damas, ce qui avait finalement amené l'Elysée à changé de position à son tour.

L'AFP a publié une analyse sur la visite du président français dans la région, et estime que la réussite de Paris à vendre les Rafales n'est pas due au bilan du gouvernement français dans les dossiers afghans ou libyens, mais à la diplomatie que Paris a adoptée envers les pays arabes notamment l'Arabie saoudite. En profitant de la méfiance des dirigeants arabes envers Washington et l'administration Obama, notamment après les révolutions du Printemps arabe, Paris a préféré de s'approcher davantage des capitales arabes, en adoptant surtout une politique intransigeant envers le processus du dialogue nucléaire avec l'Iran.

Pour réaliser ses buts, le gouvernement socialiste de François Hollande est prêt à fermer ses yeux sur la violation des droits de l'Homme et la dictature dans ces pays de la région, en attendant les récompenses des gouvernements rétrogrades arabes qui sont les principaux alliés politiques, militaires et financiers des groupes terroristes comme Daech, le Front al-Nosra et des dizaines d'autres organisations terroristes.

Mais ces récompenses arabes ont coûté assez cher au gouvernement de François Hollande, avec les attentats terroristes au cœur Paris, fomenté par les éléments liés à al-Qaïda, proche des milieux princiers en Arabie saoudite et ailleurs dans les pays membres du CCGP.